

Paris, le 25 avril 2017

Mesdames et Messieurs, chers compatriotes de Guyane,

Dans quelques jours, les Françaises et les Français seront appelés à élire le prochain Président de la République. Celui-ci devra assumer une responsabilité historique, celle de rassembler tous nos concitoyens, de leur assurer sécurité et protection, et de leur offrir de nouvelles opportunités de développement dans un monde qui s'ouvre.

Les Outre-mer sont au cœur de mon projet. Depuis des mois, je vais à la rencontre de toutes les Françaises et de tous les Français. Je me suis rendu dans plusieurs collectivités d'outre-mer et, en particulier, en Guyane.

Face à la situation que connaît votre territoire depuis plusieurs semaines, j'ai pris toute la mesure de la colère des Guyanaises et des Guyanais. Vos attentes à l'égard de la République et de l'État sont restées longtemps sans réponse. La responsabilité de la République est pourtant de répondre aux aspirations de tous à la liberté, à l'égalité et au développement.

Je prends l'engagement de témoigner, dès la formation du Gouvernement, le respect qui est dû aux Guyanaises et aux Guyanais, et de tout faire pour retrouver la confiance de la population, de ses responsables politiques et des acteurs de la société civile.

La Guyane aura toute sa place dans les mesures que j'ai annoncées pour les Outre-mer. En m'adressant directement à vous, je veux vous présenter le projet de développement et d'émancipation que je défends afin que la Guyane, que la France, se saisissent pleinement des opportunités que leur offre le 21^{ème} siècle.

✓ **Assurer la sécurité**

Une de mes premières priorités est la sécurité, première des libertés pour vivre et entreprendre. Ainsi que je l'ai déjà annoncé, j'affecterai à la Guyane des forces de police et de gendarmerie supplémentaires, en particulier de manière à assurer des contrôles aux frontières 24 heures sur 24.

Les incivilités ne seront plus tolérées. Face à la délinquance, notre attitude doit être la tolérance zéro. Je mettrai en place en Guyane la police de sécurité quotidienne.

✓ **Des Assises des Outre-mer pour répondre aux défis de court et moyen termes**

Dès l'été 2017, j'installerai des Assises des Outre-mer chargées, avec les élus et les acteurs de la société civile, de décliner les priorités et les engagements pour chaque territoire, et de définir une feuille de route pour construire les Outre-mer de demain.

✓ **Assurer la relance et le développement de l'activité économique**

La relance de l'activité économique est évidemment au cœur de la réponse que nous devons apporter aux difficultés rencontrées par les entreprises et par tous ceux qui veulent entreprendre. L'État apportera tout son soutien à la Collectivité Territoriale de Guyane, qui a un rôle moteur à jouer pour restaurer l'attractivité de ce territoire, impulser le développement de filières (filiale pêche, énergies renouvelables...) et exploiter toutes les potentialités du territoire.

La mise à niveau des infrastructures et services publics de base (routes, écoles, eau...) bénéficiera de l'enveloppe de 1 milliard d'euros supplémentaire que je réserve au financement de plans de rattrapage et de développement des collectivités d'outre-mer, en particulier celles qui en ont le plus besoin. Ces plans seront construits avec les élus, et répondront précisément aux besoins de chaque territoire ultra-marin. Et je sais que les besoins en matière de santé et d'éducation, par exemple, sont encore très importants en Guyane et constituent une demande très forte des familles guyanaises.

La Guyane bénéficiera aussi du grand plan d'investissement de 50 milliards d'euros que nous lancerons sur la durée du quinquennat, pour financer la formation, la transition énergétique, la santé et l'agriculture sur tout le territoire national, y compris les Outre-mer.

Vous le savez, je ne fais pas de grandes promesses mais je prends un engagement clair, celui d'aller au bout du Pacte d'Avenir et de faire enfin de celui-ci une réalité.

Pour assurer la relance et développer l'activité économique en Guyane, nous devons aussi soutenir tous ceux qui entreprennent. Nous prendrons des mesures adaptées pour réduire les délais de paiements excessifs rencontrés par les entreprises guyanaises, notamment les plus petites. Pour aider les entreprises guyanaises à se créer et à se développer, nous faciliterons la vie des entrepreneurs et des travailleurs indépendants en supprimant la caisse qui gère le Régime Social des Indépendants (RSI). Je réduirai progressivement le taux de l'impôt sur les sociétés de 33% à 25%.

Nous renforcerons le rôle joué par la Banque Publique d'Investissement (Bpifrance) en organisant sa présence directe en Guyane avec un guichet unique pour les entrepreneurs. Je créerai enfin des « emplois francs » pour les résidents des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Ce sera un encouragement très direct et substantiel à l'embauche des habitants de ces quartiers.

✓ **Donner davantage de responsabilités aux collectivités territoriales**

Dans le même temps, les collectivités territoriales d'outre-mer doivent exercer pleinement leurs responsabilités, dans un cadre réglementaire plus souple, mieux adapté aux spécificités locales et moins contraignant en matière de normes. C'est la raison pour laquelle j'engagerai une négociation au sein de l'Union européenne pour adapter les normes aux spécificités guyanaises (pour les flottilles de pêche en particulier) et suis prêt à favoriser l'exercice de nouvelles compétences par ces collectivités, comme le permet la Constitution.

✓ **Augmenter le pouvoir d'achat**

Pour toutes les Guyanaises et tous les Guyanais, je souhaite que le travail paye mieux. Nous augmenterons le pouvoir d'achat de tous les travailleurs, en supprimant les cotisations salariales qui pèsent sur le chômage et la maladie, et nous augmenterons la prime d'activité. Pour un salarié payé au SMIC, ce sera l'équivalent d'un treizième mois en plus. Les indépendants comme les fonctionnaires bénéficieront d'une mesure semblable, et verront leurs charges réduites.

Si je suis élu, je supprimerai aussi la taxe d'habitation pour 80% des ménages français (sans remettre en cause les ressources des collectivités territoriales), car c'est un impôt particulièrement injuste. Compte-tenu de leur niveau de vie, la quasi-totalité des ménages guyanais seront ainsi exonérés de cette taxe.

Enfin, en matière de solidarité et de santé, je relèverai le montant du minimum vieillesse et l'Allocation aux adultes handicapés au-delà de 900 euros par mois. En matière d'optique, d'audition et

de dentisterie, je réorganiserai l'offre afin que d'ici la fin du quinquennat, les lunettes et les prothèses auditives et dentaires soient prises en charge à 100%.

✓ **Donner un avenir aux jeunes, notamment les moins bien formés**

Mon projet est d'investir massivement dans l'éducation et la formation. Je souhaite lutter efficacement contre le décrochage scolaire et permettre la réussite de tous les élèves. Pour cela, je donnerai la priorité à l'apprentissage des fondamentaux (« lire, écrire, compter ») en maternelle et au primaire. Je ferai plus pour ceux qui en ont le plus besoin, en divisant par deux les effectifs des classes de CP et de CE1 des écoles classées éducation prioritaire, si nombreuses en Guyane, et je renforcerai et encouragerai l'autonomie des établissements scolaires, pour des solutions pédagogiques adaptées aux besoins des élèves et aux situations locales.

Pour aider les jeunes guyanais qui ont décroché du système scolaire, je développerai les réseaux des écoles de la deuxième chance, ainsi que le service civique. J'augmenterai le nombre de stagiaires du service militaire adapté (SMA).

Le « pass culture » de 500 euros que je proposerai pour tous les jeunes de 18 ans leur permettra d'accéder aux activités culturelles de leur choix. Plus généralement, 100% des enfants auront accès à l'éducation artistique et culturelle.

✓ **Pour une politique de continuité territoriale ambitieuse**

Pour aider les Guyanaises et les Guyanais, comme les autres ultra-marins, à sortir de leur isolement géographique, je porterai à 200 000 d'ici la fin du quinquennat le nombre annuel de billets d'avion à prix aidé qui seront proposés, en particulier aux étudiants et aux entrepreneurs. Ces billets ne serviront pas uniquement à voyager vers l'Hexagone, ils permettront aussi de se rendre dans les pays voisins, sur le plateau des Guyane et la Caraïbe, pour nouer des liens avec l'environnement régional et développer de l'activité économique.

La mobilité, ce n'est pas seulement le transport, c'est aussi la mobilité des idées, des cultures, des échanges. Je veillerai donc à la continuité numérique : celles et ceux qui sont géographiquement éloignés ne doivent pas, en plus, souffrir d'un éloignement numérique.

La Guyane, une des plus grandes régions de France, la première pour sa biodiversité, constitue un formidable enjeu, au cœur du continent sud-américain, pour le développement de la planète. La France y assumera toutes ses responsabilités.

Le 6 mai, vous aurez à faire un choix déterminant pour notre pays et pour la Guyane tout particulièrement. Je sais pouvoir compter sur vous pour que nous fassions de la France, de la Guyane, une chance pour tous. Je serai aux côtés des Guyanaises et des Guyanais pour les cinq ans qui viennent.

*Ans poumy conter ou mi,
Bon chadiakur*

Emmanuel MACRON

